

Art. 8. L'article 132, 4° de la même loi est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Cette sanction peut être infligée pour une durée maximale de quatorze jours en cas de prise d'otage. ».

Art. 9. A l'article 144 de la même loi, modifié par les lois des 23 décembre 2005 et 2 mars 2010, les modifications suivantes sont apportées :

- 1) au § 1^{er}, deuxième phrase, les mots « § 2 ou au » sont abrogés;
- 2) le § 2 est abrogé.

Art. 10. Dans l'article 167, § 4, de la même loi, l'alinéa 2 est abrogé.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 1^{er} juillet 2013.

ALBERT

Par le Roi :

La ministre de la Justice,
Mme A. TURTELBOOM
Scellé du sceau de l'Etat :
La Ministre de la Justice,
Mme A. TURTELBOOM

—————
Note

(1) *Session 2012-2013.*

Chambre des représentants.

Documents. — Projet de loi, 53-2603/001. — Amendements, 53-2603/002 et 53-2603/003. — Rapport, 53-2603/004. — Texte adopté par la commission, 53-2603/005. — Amendement, 53-2603/006. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, 53-2603/007.

Compte rendu intégral : 29 et 30 mai 2013.

Sénat

Documents. — Projet non évoqué par le Sénat, 5-2126, n° 1.

Annales du Sénat. — 19 juin 2013.

Art. 8. Artikel 132, 4° van dezelfde wet wordt aangevuld met een lid, luidende :

« Deze sanctie kan voor een maximumduur van veertien dagen worden opgelegd in geval van gijzelneming. ».

Art. 9. In artikel 144 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 23 december 2005 en 2 maart 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1) in § 1, tweede zin, worden de woorden « § 2 of » opgeheven;
- 2) paragraaf 2 wordt opgeheven.

Art. 10. In artikel 167, § 4, van dezelfde wet wordt het tweede lid opgeheven.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 1 juli 2013.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
Mevr. A. TURTELBOOM
Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
Mevr. A. TURTELBOOM

—————
Nota

(1) *Zitting 2012-2013.*

Kamer van volksvertegenwoordigers

Stukken. — Doc. : Wetsontwerp, 53-2744/001. — Amendementen : 53-2744/002 en 53-2744/003. — Verslag, 53-2744/004. — Tekst verbeterd door de commissie, 53-2744/005. — Amendement : 53-2744/006. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, 53-2744/007.

Integraal Verslag : 29 en 30 mei 2013.

Senaat

Stukken. — Ontwerp niet geëvoceerd door de Senaat, 5-2126, nr. 1.

Handelingen van de Senaat. — 19 juni 2013.

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C – 2013/11413]

30 JUILLET 2013. — Loi relative
à la revente de titres d'accès à des événements (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2. Pour l'application de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution, on entend par :

1° titre d'accès : document, message ou code, quels qu'en soient la forme et le support, attestant de l'obtention auprès du producteur, de l'organisateur, du propriétaire des droits d'exploitation ou de tout autre vendeur accrédité du droit d'assister à une manifestation culturelle, sportive ou commerciale ou un spectacle vivant;

2° vente initiale : première mise sur le marché, contre paiement, de titres d'accès par l'une des personnes visées au 1°;

3° vendeur initial : toute personne physique ou morale qui réalise une vente initiale;

4° revente : toute vente et toute offre en vente d'un titre d'accès qui n'émane pas du vendeur initial;

5° revendeur : la personne physique ou morale qui pose un acte de revente;

6° le prix définitif : le prix tel qu'indiqué à l'article 6 de la loi du 6 avril 2010 relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur;

7° le ministre : le ministre qui a l'Economie dans ses attributions.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C – 2013/11413]

30 JULI 2013. — Wet betreffende
de verkoop van toegangsbewijzen tot evenementen (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van deze wet en de uitvoeringsbesluiten ervan wordt verstaan onder :

1° toegangsbewijs : document, bericht of code, ongeacht de vorm of de drager ervan, dat het bewijs vormt van het verkrijgen bij de producent, de organisator, de eigenaar van de exploitatierechten of enige andere geaccrediteerde verkoper, van het recht om een cultureel, sportief of commercieel evenement of live voorstelling bij te wonen;

2° oorspronkelijke verkoop : eerste opdemarctbrenging, tegen betaling, van toegangsbewijzen door een van de in 1° bedoelde personen;

3° oorspronkelijke verkoper : iedere natuurlijke of rechtspersoon die een oorspronkelijke verkoop tot stand brengt;

4° doorverkoop : elke verkoop en elk aanbod tot verkoop van een toegangsbewijs, die niet uitgaan van de oorspronkelijke verkoper;

5° doorverkoper : de natuurlijke of rechtspersoon die een daad van doorverkoop stelt;

6° definitieve prijs : de prijs als aangeduid in artikel 6 van de wet van 6 april 2010 betreffende marktpraktijken en consumentenbescherming;

7° de minister : de minister bevoegd voor Economie.

Art. 3. La présente loi ne porte pas préjudice à d'autres dispositions légales ou réglementaires applicables à la vente de titres d'accès.

Art. 4. § 1^{er}. Le vendeur initial communique toujours le prix définitif du titre d'accès, quelle que soit sa forme, lors de la proposition de transaction.

Le prix est mentionné sur le titre d'accès, d'une manière non équivoque et dans un caractère clairement lisible.

§ 2. Les suppléments de prix et frais facultatifs ou variables, sont communiqués d'une manière claire, transparente et non équivoque et sont acceptés par l'acheteur sur une base "opt-in" lors du processus d'achat.

§ 3. Les pratiques commerciales spécifiques telles que, notamment, les titres d'accès privilégiés ou encore les titres d'accès promotionnels ainsi que leur éventuel caractère gracieux doivent être mentionnés sur le titre d'accès d'une manière non équivoque et dans un caractère clairement lisible.

Art. 5. § 1^{er}. La revente de manière habituelle est interdite.

Le fait d'exposer en vue de la revente de manière habituelle, et le fait de fournir les moyens qui seront utilisés pour une revente de manière habituelle, sont interdits.

§ 2. La revente de manière occasionnelle à un prix supérieur au prix tel que défini à l'article 4, § 1^{er}, est interdite.

Le fait d'exposer en vue de la revente de manière occasionnelle, et le fait de fournir les moyens qui seront utilisés pour une revente de manière occasionnelle, sont eux aussi interdits s'il s'agit d'une revente à un prix supérieur au prix tel que défini à l'article 4, § 1^{er}.

§ 3. La revente avant le début de la vente initiale est interdite.

Le fait d'exposer en vue de la revente et le fait de fournir les moyens qui seront utilisés pour une revente, sont eux aussi interdits avant le début de la vente initiale.

§ 4. La vente d'un titre d'accès privilégié ainsi que d'un titre d'accès promotionnel, qui n'ont pas fait l'objet d'une vente initiale, est interdite.

Le fait d'exposer en vue de la revente et le fait de fournir les moyens qui seront utilisés pour une revente, sont eux aussi interdits en vue de la vente d'un titre d'accès privilégié ainsi que d'un titre d'accès promotionnel qui n'ont pas fait l'objet d'une vente initiale.

Art. 6. Nonobstant toute clause contraire et sans préjudice de l'application de l'article 1116 du Code civil, toute différence dans le prix du paiement d'une revente excédant le montant tel que déterminé à l'article 4, § 1^{er}, est considéré comme un paiement indu et l'acheteur est habilité à réclamer le montant payé en trop auprès du revendeur concerné, indépendamment du fait qu'un revendeur précédent ait déjà commis ou non une infraction à l'article 5, § 2.

Art. 7. § 1^{er}. Le Roi organise la concertation régulière entre les parties concernées, à savoir les producteurs et organisateurs de spectacles, les distributeurs, les salles de spectacles, les plateformes d'échange et les représentants des consommateurs, afin d'effectuer une évaluation continue de la loi ainsi que la mise en place de bonnes pratiques.

§ 2. Un rapport d'évaluation est remis par le Roi à la Chambre des représentants tous les deux ans.

Art. 8. Suite à la discussion par la Chambre des représentants du rapport mentionné à l'article 7, § 2, le Roi prend, le cas échéant, les mesures appropriées.

Art. 9. Les infractions aux articles 4 et 5 sont soumises aux sanctions visées à l'article 124 de la loi du 6 avril 2010 relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur.

Art. 10. Les dispositions du livre I^{er} du Code pénal, y compris le chapitre 7 et l'article 85, sont applicables aux infractions visées par la présente loi.

Art. 11. § 1^{er}. Sans préjudice des pouvoirs conférés aux officiers de police judiciaire, les agents commissionnés par le ministre sont compétents pour rechercher et constater les infractions visées par la présente loi.

Les procès-verbaux dressés par ces agents font foi jusqu'à preuve du contraire. Une copie en est adressée au contrevenant, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les trente jours de la date des constatations.

Art. 3. Deze wet doet geen afbreuk aan andere wettelijke of reglementaire bepalingen die van toepassing zijn op de verkoop van toegangsbewijzen.

Art. 4. § 1. De oorspronkelijke verkoper maakt bij het voorstellen van de transactie steeds de definitieve prijs van het toegangsbewijs bekend, ongeacht de vorm ervan.

De prijs wordt op het toegangsbewijs vermeld op een ondubbelzinnige manier en in een duidelijk leesbaar lettertype.

§ 2. Facultatieve of variabele prijsstoeslagen en kosten worden op duidelijke, transparante en ondubbelzinnige wijze meegedeeld en worden door de koper bij het koopproces op een "opt-in"-basis aanvaard.

§ 3. Specifieke zakelijke praktijken, zoals met name bevoorrechte toegangsbewijzen of nog, promotionele toegangsbewijzen, alsook de eventuele kosteloosheid ervan, moeten op een ondubbelzinnige wijze en in een duidelijk leesbaar lettertype op het toegangsbewijs worden vermeld.

Art. 5. § 1. De regelmatige doorverkoop is verboden.

De voorstelling met het oog op regelmatige doorverkoop en de verstrekking van middelen die worden aangewend voor een regelmatige doorverkoop, zijn verboden.

§ 2. De occasionele doorverkoop tegen een prijs die hoger is dan de prijs bepaald in artikel 4, § 1, is verboden.

De voorstelling met het oog op occasionele doorverkoop en de verstrekking van middelen die worden aangewend voor een occasionele doorverkoop, zijn eveneens verboden indien het gaat om een doorverkoop tegen een prijs die hoger is dan de prijs bepaald in artikel 4, § 1.

§ 3. De doorverkoop voor de start van de oorspronkelijke verkoop is verboden.

De voorstelling met het oog op doorverkoop en de verstrekking van middelen die worden aangewend voor een doorverkoop, zijn eveneens verboden voor de start van de oorspronkelijke verkoop.

§ 4. De verkoop van een bevoorrecht toegangsbewijs, alsook van een promotioneel toegangsbewijs, waarvoor er geen oorspronkelijke verkoop is geweest, is verboden.

De voorstelling met het oog op doorverkoop en de verstrekking van middelen die worden aangewend voor een doorverkoop, zijn eveneens verboden voor de verkoop van een bevoorrecht toegangsbewijs, alsook van een promotioneel toegangsbewijs, waarvoor er geen oorspronkelijke verkoop is geweest.

Art. 6. Niettegenstaande enig strijdig beding en onverminderd de toepassing van artikel 1116 van het Burgerlijk Wetboek wordt elk prijsverschil bij de betaling van een doorverkoop die het bedrag overschrijdt als bepaald in artikel 4, § 1, beschouwd als onverschuldigde betaling en is de koper gerechtigd het teveel betaalde terug te vorderen van de betrokken doorverkoper, ongeacht of een eerdere doorverkoper reeds een overtreding van artikel 5, § 2, heeft begaan.

Art. 7. § 1. De Koning organiseert het geregeld overleg tussen de betrokken partijen, te weten de producenten en organisatoren van voorstellingen, de distributeurs, de zalen, de uitwisselingplatformen en de vertegenwoordigers van de consumenten, met het oog op een voortdurende evaluatie van de wet, alsook de invoering van best practices.

§ 2. Om de twee jaar legt de Koning aan de Kamer van volksvertegenwoordigers een evaluatieverslag over.

Art. 8. Naar aanleiding van de bespreking door de Kamer van volksvertegenwoordigers van het in artikel 7, § 2, bedoelde verslag, neemt de Koning, in voorkomend geval, passende maatregelen.

Art. 9. De overtredingen van de artikelen 4 en 5 zijn onderworpen aan sancties als bedoeld in artikel 124 van de wet van 6 april 2010 betreffende marktpraktijken en consumentenbescherming.

Art. 10. De bepalingen van boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk 7 en van artikel 85, zijn van toepassing op de inbreuken bedoeld in deze wet.

Art. 11. § 1. Onverminderd de bevoegdheden van de officieren van gerechtelijke politie zijn de door de minister aangestelde ambtenaren bevoegd om de in deze wet bedoelde overtredingen op te sporen en vast te stellen.

De door deze ambtenaren opgestelde processen-verbaal hebben bewijskracht tot bewijs van het tegendeel. Een afschrift ervan wordt bij een aangetekende brief met ontvangstmelding binnen dertig dagen na de datum van de vaststellingen aan de overtreder toegezonden.

§ 2. Dans l'exercice de leur fonction, les agents visés au § 1^{er} peuvent :

1° pénétrer, pendant les heures habituelles d'ouverture ou de travail, dans les locaux et pièces dont l'accès est nécessaire à l'accomplissement de leur mission;

2° faire toutes les constatations utiles, se faire fournir sans frais toutes les informations nécessaires à leurs recherches et constatations, se faire produire sur place et sur première réquisition, les documents, pièces ou livres nécessaires à leurs recherches et constatations et en prendre copie et ceci sans frais;

3° saisir, contre récépissé, les documents, pièces, livres ou porteurs d'informations qui sont nécessaires pour faire la preuve d'une infraction ou pour rechercher les coauteurs ou complices des contrevenants; la saisie est levée de plein droit à défaut de confirmation par le procureur du Roi dans les dix jours ouvrables;

4° s'ils ont des raisons de croire à l'existence d'une infraction, pénétrer dans les locaux habités, avec l'autorisation préalable du juge du tribunal de police. Les visites dans les locaux habités doivent s'effectuer entre huit et dix-huit heures et être faites conjointement par deux agents au moins. Ne viole cependant pas le domicile celui qui y pénètre avec l'autorisation écrite préalable de l'habitant.

§ 3. Dans l'exercice de leur fonction, les agents visés au § 1^{er} peuvent requérir l'assistance des services de police.

§ 4. Les agents habilités exercent les pouvoirs qui leur sont accordés par le présent article sous la surveillance du procureur général, sans préjudice de leur subordination à leurs supérieurs dans l'administration.

§ 5. En cas d'application de l'article 13, le procès-verbal n'est transmis au procureur du Roi que lorsque le contrevenant n'a pas accepté la proposition de transaction.

Le paiement effectué dans le délai indiqué éteint l'action publique, sauf si, auparavant, une plainte a été adressée au procureur du Roi, le juge d'instruction a été requis d'instruire ou le tribunal a été saisi du fait. Dans ce cas, les sommes payées sont restituées au contrevenant.

Art. 12. Lorsqu'une infraction à la présente loi ou à un de ses arrêtés d'exécution est constatée, le ministre ou l'agent qu'il commissionne en application de l'article 11 peut adresser au contrevenant un avertissement le mettant en demeure de mettre fin à l'acte concerné.

L'avertissement est notifié au contrevenant dans un délai de trois semaines à dater de la constatation des faits, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par la remise d'une copie du procès-verbal de constatation des faits.

L'avertissement mentionne :

1° les faits imputés et la ou les dispositions légales enfreintes;

2° le délai dans lequel il doit y être mis fin;

3° le fait qu'au cas où il n'est pas donné suite à l'avertissement, les agents commissionnés en application des articles 11 et 13 pourront respectivement aviser le procureur du Roi ou appliquer le règlement par voie de transaction prévu à l'article 13;

4° le fait que l'engagement du contrevenant de mettre fin à l'infraction peut être rendu public.

Art. 13. Les agents commissionnés à cette fin par le ministre peuvent, au vu des procès-verbaux constatant une infraction, dressés par les agents visés à l'article 11, proposer aux contrevenants le paiement d'une somme qui éteint l'action publique. Cette somme ne peut être supérieure au montant maximum de l'amende fixée à l'article 9, majoré des décimes additionnels. Les tarifs ainsi que les modalités de paiement et de perception sont fixés par le Roi.

Art. 14. § 1^{er}. Le président du tribunal de commerce constate l'existence et ordonne la cessation d'un acte constituant une infraction à l'article 5. L'action en cessation est formée à la demande :

1° du ministre;

2° du directeur général de la direction générale du Contrôle et de la Médiation du SPF Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie;

§ 2. In de uitoefening van hun ambt mogen de in § 1 bedoelde ambtenaren :

1° binnentreden tijdens de gewone openings- of werkuren in de lokalen en vertrekken waar zij voor het vervullen van hun opdracht toegang moeten hebben;

2° alle dienstige vaststellingen doen, zich zonder kosten alle inlichtingen doen verschaffen die nodig zijn voor hun opsporingen en vaststellingen, zich op eerste vordering ter plaatse de documenten, stukken of boeken die nodig zijn voor hun opsporingen en vaststellingen, doen voorleggen en daarvan afschrift nemen en dit zonder kosten;

3° tegen ontvangstbewijs, beslag leggen op documenten, stukken, boeken of informatiedragers die nodig zijn voor het bewijs van een inbreuk of om de mededaders of medeplichtigen van de overtreeders op te sporen; bij ontstentenis van een bevestiging door de procureur des Konings binnen tien werkdagen is het beslag van rechtswege opgeheven;

4° indien zij redenen hebben te geloven in het bestaan van een overtreding, in bewoonde lokalen binnentreden met voorafgaande machtiging van de rechter in de politierechtbank. De bezoeken in bewoonde lokalen moeten tussen acht en achttien uur en door minstens twee ambtenaren gezamenlijk geschieden. De woning wordt echter niet geschonden door degene die er met de voorafgaande, schriftelijke instemming van de bewoner binnentreedt.

§ 3. In de uitoefening van hun ambt kunnen de in § 1 bedoelde ambtenaren de bijstand van de politiediensten vorderen.

§ 4. De gemachtigde ambtenaren oefenen de hun door dit artikel verleende bevoegdheden uit onder het toezicht van de procureur-generaal, onverminderd hun ondergeschiktheid aan hun meerderen in het bestuur.

§ 5. In geval van toepassing van artikel 13 wordt het proces-verbaal pas toegezonden aan de procureur des Konings wanneer de overtreder niet is ingegaan op het voorstel tot minnelijke schikking.

De binnen de aangegeven termijn uitgevoerde betaling doet de strafvordering vervallen, behalve indien tevoren een klacht werd gericht aan de procureur des Konings, de onderzoeksrechter werd verzocht een onderzoek in te stellen of indien het feit bij de rechtbank aanhangig werd gemaakt. In deze gevallen worden de betaalde bedragen aan de overtreder teruggestort.

Art. 12. Wanneer een overtreding van deze wet of van een uitvoeringsbesluit ervan is vastgesteld, kan de minister of de door hem met toepassing van artikel 11 aangestelde ambtenaar aan de overtreder een waarschuwing richten waarbij die tot stopzetting van die handeling wordt aangemaand.

De waarschuwing wordt de overtreder ter kennis gebracht binnen een termijn van drie weken vanaf de vaststelling van de feiten, bij een aangetekende brief met ontvangstmelding, of door de overhandiging van een afschrift van het proces-verbaal waarin de feiten zijn vastgesteld.

De waarschuwing vermeldt :

1° de ten laste gelegde feiten en de geschonden wetsbepaling of -bepalingen;

2° de termijn waarbinnen die feiten moeten worden stopgezet;

3° dat, indien aan de waarschuwing geen gevolg wordt gegeven, de met toepassing van de artikelen 11 en 13 aangestelde ambtenaren respectievelijk de procureur des Konings kunnen inlichten of de in artikel 13 bepaalde regeling in der minne kunnen toepassen;

4° dat de toezegging van de overtreder dat de overtreding zal worden beëindigd, openbaar kan worden gemaakt.

Art. 13. De hiertoe door de minister aangestelde ambtenaren kunnen, in het licht van de processen-verbaal die een overtreding vaststellen en opgemaakt zijn door de in artikel 11 bedoelde ambtenaren, aan de overtreeders een som voorstellen waarvan de betaling de strafvordering doet vervallen. Die som mag niet hoger zijn dan het maximumbedrag van de in artikel 9 bepaalde geldboete, verhoogd met de opdecimen. De tarieven alsmede de wijze van betaling en inning worden vastgesteld door de Koning.

Art. 14. § 1. De voorzitter van de rechtbank van koophandel stelt het bestaan vast en beveelt de staking van een handeling die een inbreuk uitmaakt op de bepalingen van artikel 5. De vordering tot staking wordt ingesteld door :

1° de minister;

2° de directeur-generaal van de algemene directie Controle en Bemiddeling van de FOD Economie, K.M.O.'s, Middenstand en Energie;

3° des intéressés.

Le président du tribunal de commerce peut prescrire que sa décision ou le résumé qu'il en rédige, est affiché ou communiqué de toute autre manière pendant le délai qu'il détermine et aux frais du contrevenant. Ces mesures de publicité ne peuvent toutefois être prescrites que si elles sont de nature à contribuer à la cessation de l'acte incriminé ou de ses effets.

§ 2. L'action est formée et instruite selon les formes du référé.

Elle peut être formée par requête. Celle-ci est déposée en quatre exemplaires au greffe du tribunal de commerce ou envoyée à ce greffe par recommandé. Le greffier du tribunal avertit sans délai la partie adverse par pli judiciaire et l'invite à comparaître au plus tôt trois jours, au plus tard huit jours après l'envoi du pli judiciaire, auquel est joint un exemplaire de la requête introductive.

Sous peine de nullité, la requête contient:

1° l'indication des jour, mois et an;

2° les nom, prénom, profession et domicile du requérant;

3° les nom et adresse de la personne morale ou physique contre laquelle la demande est formée;

4° l'objet et l'exposé des moyens de la demande;

5° la signature de l'avocat.

§ 3. Il est statué sur l'action nonobstant toute poursuite exercée en raison des mêmes faits devant toute autre juridiction pénale.

Le jugement est exécutoire par provision, nonobstant tout recours et sans caution.

Toute décision rendue sur une action fondée sur le présent article est, dans la huitaine, et à la diligence du greffier de la juridiction compétente, communiquée au ministre, sauf si la décision a été rendue à sa requête.

En outre, le greffier est tenu d'informer sans délai le ministre du recours introduit contre toute décision rendue.

Art. 15. L'article 589 du Code judiciaire, modifié en dernier lieu par la loi du 13 août 2011, est complété par un 19° rédigé comme suit:

"19° à l'article 14 de la loi du 30 juillet 2013 relative à la vente de titres d'accès à des événements."

Art. 16. La présente loi entre en vigueur le premier jour du premier mois qui suit celui au cours duquel elle aura été publiée au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 30 juillet 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie et des Consommateurs,
J. VANDE LANOTTE

Scellé du sceau de l'Etat :
La Ministre de la Justice,
Mme A. TURTELBOOM

—
Note

Voir :

Documents de la Chambre des représentants :

53-0656 – 2010/2011 :

001 : Proposition de loi de M. Schiltz et consorts.

002 à 004 : Amendements.

005 : Rapport.

006 : Texte adopté par la commission.

007 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Compte rendu intégral : 2 et 8 mai 2013.

3° de belanghebbenden.

De voorzitter van de rechtbank van koophandel kan bevelen dat zijn beslissing of de samenvatting die hij ervan opstelt, wordt aangeplakt of op enige andere wijze wordt bekendgemaakt tijdens de door hem bepaalde termijn en op kosten van de overtreder. Deze maatregelen van openbaarmaking mogen slechts worden opgelegd indien zij ertoe kunnen bijdragen dat de gewraakte handeling of de uitwerking ervan ophouden.

§ 2. De vordering wordt ingesteld en behandeld zoals in kort geding.

Zij kan worden ingesteld bij verzoekschrift, dat in vier exemplaren wordt ingediend ter griffie van de rechtbank van koophandel of aangetekend wordt verzonden aan die griffie. De griffier van de rechtbank verwittigt onverwijld de tegenpartij bij gerechtsbrief en nodigt haar uit te verschijnen ten vroegste drie dagen en ten laatste acht dagen na het verzenden van de gerechtsbrief, waarbij een exemplaar van het inleidend verzoekschrift wordt gevoegd.

Op straffe van nietigheid vermeldt het verzoekschrift :

1° de dag, de maand en het jaar;

2° de naam, de voornaam, het beroep en de woonplaats van de verzoeker;

3° de naam en het adres van de natuurlijke persoon of de rechtspersoon tegen wie de vordering wordt ingesteld;

4° het onderwerp en de uiteenzetting van de middelen van de vordering;

5° de handtekening van de advocaat.

§ 3. Er wordt uitspraak gedaan over de vordering niettegenstaande vervolging wegens dezelfde feiten voor enig ander strafrechtelijk rechtscollege.

Het vonnis is uitvoerbaar bij voorraad, niettegenstaande elk rechtsmiddel en zonder borgtocht.

Elke uitspraak ingevolge een op dit artikel gegronde vordering wordt binnen acht dagen en door toedoen van de griffier van het bevoegde rechtscollege meegedeeld aan de minister, tenzij de uitspraak is gewezen op zijn vordering.

De griffier licht de minister daarenboven onverwijld in over de rechtsmiddelen ingesteld tegen elke uitspraak.

Art. 15. Artikel 589 van het Gerechtelijk Wetboek, laatst gewijzigd bij de wet van 13 augustus 2011, wordt aangevuld met een bepaling onder 19°, luidende :

"19° in artikel 14 van de wet van 30 juli 2013, betreffende de verkoop van toegangsbewijzen tot evenementen."

Art. 16. Deze wet treedt in werking op de eerste dag van de eerste maand na die waarin ze is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 30 juli 2013.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie en Consumenten,
J. VANDE LANOTTE

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
Mevr. A. TURTELBOOM

—
Nota

Zie :

Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers :

53-0656 – 2010/2011 :

001 : Wetsvoorstel van de heer Schiltz c.s.

002 tot 004 : Amendementen.

005 : Verslag.

006 : Tekst aangenomen door de commissie.

007 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Integraal Verslag : 2 en 8 mei 2013.

Documents du Sénat :

5-2081 – 2012/2013 :

N° 1 : Projet évoqué par le Sénat.

N° 2 : Amendements.

N° 3 : Rapport.

N° 4 : Texte amendé par la commission.

N° 5 : Texte amendé par le Sénat et renvoyé à la Chambre des représentants.

Annales du Sénat : 10 juillet 2013.

Voir aussi :

Documents de la Chambre des représentants :

53-0656 – 2010/2011 :

008 : Projet amendé par le Sénat (sans rapport de commission).

009 : Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale.

Compte rendu intégral : 17 juillet 2013.*Stukken van de Senaat :*

5-2081 – 2012/2013 :

Nr. 1 : Ontwerp geëvoceerd door de Senaat.

Nr. 2 : Amendementen.

Nr. 3 : Verslag.

Nr. 4 : Tekst geamendeerd door de commissie.

Nr. 5 : Tekst geamendeerd door de Senaat en teruggezonden naar de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Handelingen van de Senaat : 10 juli 2013.

Zie ook :

Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers :

53-0656 – 2010/2011 :

008 : Ontwerp geamendeerd door de Senaat (zonder commissiever-slag).

009 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd.

Integraal Verslag : 17 juli 2013.SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C – 2013/11430]

23 JUILLET 2013. — Arrêté royal
portant approbation du règlement de stage
de l'Institut professionnel des agents immobiliersPHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.Vu la loi-cadre relative aux professions intellectuelles prestataires de services, codifiée le 3 août 2007, l'article 8, § 1^{er}, alinéa 1^{er};

Vu la décision du Conseil national de l'Institut professionnel des agents immobiliers du 27 juin 2013 établissant le règlement de stage;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 3 juillet 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 juillet 2013;

Sur la proposition de Notre Ministre des Classes moyennes et des P.M.E. et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le règlement de stage établi par le Conseil national de l'Institut professionnel des agents immobiliers et reproduit en annexe a force obligatoire.**Art. 2.** L'arrêté royal du 3 juin 2007 portant approbation du règlement de stage de l'Institut professionnel des agents immobiliers est abrogé. Il reste cependant d'application pour les stagiaires inscrits avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.**Art. 3.** Le présent arrêté ne s'applique qu'aux stagiaires dont l'inscription ou la réinscription est postérieure à son entrée en vigueur.**Art. 4.** Notre ministre qui a les Classes moyennes et les P.M.E. dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 juillet 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre des Classes moyennes et des P.M.E.,
Mme S. LARUELLEFEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C – 2013/11430]

23 JULI 2013. — Koninklijk besluit
tot goedkeuring van het stagereglement
van het Beroepsinstituut van VastgoedmakelaarsFILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de kaderwet betreffende de dienstverlenende intellectuele beroepen, gecodificeerd op 3 augustus 2007, artikel 8, § 1, eerste lid;

Gelet op de beslissing van de Nationale Raad van het Beroepsinstituut van Vastgoedmakelaars van 27 juni 2013 tot vaststelling van het stagereglement;

Gelet op advies van Inspecteur van Financiën, gegeven op 3 juli 2013;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 15 juli 2013;

Op de voordracht van Onze Minister van Middenstand en K.M.O.'s en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het door de Nationale Raad van het Beroepsinstituut van Vastgoedmakelaars opgesteld en als bijlage aan dit besluit gehecht stagereglement heeft bindende kracht.**Art. 2.** Het koninklijk besluit van 3 juni 2007 tot goedkeuring van het stagereglement van het Beroepsinstituut van Vastgoedmakelaars wordt opgeheven. Het blijft wel van toepassing op stagiaires die zijn ingeschreven vóór de inwerkingtreding van dit besluit.**Art. 3.** Dit besluit is slechts van toepassing op stagiaires die ingeschreven of wederingeschreven zijn na zijn inwerkingtreding.**Art. 4.** Onze minister bevoegd voor Middenstand en K.M.O.'s is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 juli 2013.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Middenstand en K.M.O.'s,
Mevr. S. LARUELLE